



Institut Ricci
Centre d'études chinoises

Zhang Lifan 章立凡¹

Le système de l'Etat-Parti : un silence total, hélas !

Ming Pao Monthly 明報月刊 (Hong Kong), janvier 2014

Traduction et notes : Michel Masson et François Hominal

Grâce à l'Etat-Parti, en 2012 et 2013 nous avons eu droit à une série continue de grands spectacles : de l'affaire Wang Lijun au procès de Bo Xilai, de la purge de la « Clique du pétrole »² à l'intensification des rivalités politiques, du « Rêve chinois » au nouvel autoritarisme, de « Contre un gouvernement constitutionnel » à la « Campagne pour nettoyer le Net », des « Deux non négociables » aux « Deux anniversaires »...³ cette succession ininterrompue de spectacles donne la berlue. Et qu'ils y mettent des gants ou non, ces spectacles sont autant de tactiques implacables : il est juste permis d'applaudir, pas question de critiquer ; que quelqu'un ose siffler et il risque fort d'être invité à « une petite conversation avec la police »⁴ et de réaliser qu'il s'est heurté au grand manitou des spectacles.

Pendant l'Année du Cheval en 2014, les « Dix mille chevaux » vont-ils « rester muets » ou vont-ils « partir au galop » ? La situation actuelle incite au silence, l'avenir n'est pas clair.

¹ Historien de l'histoire moderne.

² Il est question de l'arrestation en août et septembre 2013 de nombreux hauts responsables des industries pétrolière et pétrochimique, y compris leurs superviseurs au Conseil des affaires d'Etat. Les industries étaient contrôlées par des fonctionnaires ayant beaucoup de pouvoir, ce qui les soustrayait dans les faits à tout contrôle.

³ Les « Deux non-contradictaires » : 两个互不否定, thème d'un discours de Xi Jinping qui ne fut publié que six mois plus tard en novembre 2013 : il n'y a pas de contradictions entre la politique du Parti avant et après 1979 ; il ne faut pas juger la période d'avant les réformes en fonction de l'après 1979, et vice-versa.

Les « Deux anniversaires » : 两个冥诞纪念 : il y a eu un désaccord fin 2013 entre la droite et la gauche du Parti quant à l'importance à donner aux célébrations en l'honneur du 120^e anniversaire de la naissance de Mao Zedong (26 décembre 1893).

⁴ En chinois : « être invité à boire le thé ».

La deuxième génération Rouge : la dernière à pouvoir sauver le Parti ?⁵

« D'année en année, on chante la Réforme ; et tous les cinq ans il y a la 3^{ème} Session du Comité central du Parti » : les hauts échelons du Parti changent tous les cinq ans, mais si tout va bien ils peuvent avoir encore un second terme de cinq ans. Au début du premier terme, on s'attaque résolument à des dysfonctionnements « exceptionnels », on réorganise l'administration, et le public commence à s'attendre à une « nouvelle politique » et trouve que quelque chose pourrait vraiment se passer ; mais une fois dans le second terme ce qu'on découvre peu à peu c'est qu'on a là une administration fantoche comme les Japonais en ont établi en Chine pendant la guerre. Il est fondamentalement impossible qu'il y ait de réforme du système politique ; tous ces airs d'importance ne font que cacher la médiocrité tout court.

Cette fois-ci après une demi-année d'exercice, les dirigeants au sommet ont déjà parfaitement dévoilé leur propre ligne idéologique. La majorité de la nouvelle équipe appartient à la deuxième génération Rouge de la « Clique des Princes héritiers », alors que les dirigeants de l'équipe précédente étaient les plébéiens de la « Ligue de la Jeunesse ». Les premiers sont comme les héritiers de gros actionnaires dans une affaire familiale : ils parlent et agissent comme s'ils étaient chez eux ; les seconds sont seulement des managers d'entreprise : dans leurs paroles et leur conduite ils sont comme sous la direction de quelqu'un d'autre. Les managers professionnels ont un capital limité ; pendant leur terme, ils manquent de savoir-faire politique, ils ne peuvent compter sur des atouts familiaux, alors que ne cessent de s'intensifier la corruption et les conflits sociaux. Quant à la seconde génération Rouge, il y en a qui s'inquiètent de ne pas conserver l'affaire familiale et se hâtent de promouvoir un homme fort parmi « les leurs » qui prenne en main le gouvernement à fin de sortir le pouvoir de l'impasse.

Comparés à l'équipe précédente, les nouveaux dirigeants au sommet sont plus viscéralement attachés à protéger le pouvoir communiste ; de plus, ils possèdent un fort capital politique et sont totalement résolus à restaurer la grande cause de leurs anciens. Après son entrée en fonction, le chef du gouvernement en visite en Russie adressa à Poutine une phrase qui donne à penser : « J'ai le sentiment que moi et vous nous avons des tempéraments très semblables. » Je traduis : que ce soit en politique intérieure ou en relations diplomatiques, il se projette comme un costaud en politique.

Depuis un an qu'elle est en fonction, la Clique des Princes héritiers s'est progressivement constituée en une instance de pouvoir semblable au « Cabinet du clan impérial » à la fin de la dynastie Qing⁶. En politique intérieure, au nom du matraquage de la corruption, ils mènent l'épuration de tous ceux qui dans le système ne sont pas de leur bord, et, en même temps, ils haussent le ton et étouffent toute revendication de l'opinion en faveur d'une démocratie constitutionnelle. En politique extérieure, ils adaptent la stratégie diplomatique de Deng Xiaoping : « dissimuler ses atouts et attendre son heure », bien déterminés à s'imposer dans le monde comme les représentants d'une grande puissance.

⁵ « Deuxième génération Rouge » 红二代 : enfants des vétérans du Parti communiste, ils se veulent les héritiers de la révolution prolétarienne. Ils sont nés dans les années 1950, 1960 ou aux débuts des années 1970.

⁶ Dans le « Cabinet » établi en mai 1911, 7 membres sur 13 étaient du clan impérial – signe que le gouvernement mandchou ne voulait pas d'une monarchie constitutionnelle.

Mais, les héritiers ont aussi leurs propres soucis : la structure de pouvoir actuelle ne peut se maintenir que cinq ans : il n'y a pas de « Troisième génération Rouge » pour prendre la suite. A l'expiration de ce premier terme, cinq membres du gouvernement prendront leur retraite à la Septième session du Comité central. Est-il possible de modifier dans les quatre années à venir la structure politique en place ? Une politique autoritaire peut-elle garantir la continuité de la ligne politique ? De là dépend le salut du Parti et son maintien au pouvoir.

Refonder l'autorité : le « bien-être du peuple » en guise de « démocratie » ?

Après le XVIII^e Congrès, j'ai conjecturé que la ligne des nouveaux dirigeants allait être de miser sur « le bien-être du peuple » en guise de « démocratie », c'est-à-dire d'améliorer l'économie et la vie des gens et de refonder la gouvernance autoritaire, mais qu'ils ne pourraient pas procéder à la réforme politique. La récente Troisième session plénière du XVIII^e Comité central a voté des « Directives pour l'approfondissement des réformes » dont le diagnostic assez perspicace des problèmes montre que le système ne manque pas d'esprits lucides. Les « Directives » énumèrent des objectifs de réformes économiques et administratives sous soixante têtes de chapitre (la terre, la finance, les camps d'éducation par le travail, le contrôle des naissances, etc.) qui adressent l'ensemble des politiques qui font problème, mais sans précisions sur la mise en œuvre de ces réformes. Les « Directives » créent aussi un « Comité de la sécurité nationale » et un Groupe du Comité Central chargé de « l'approfondissement des réformes »⁷ ; ces deux instances représentent une super-centralisation du pouvoir de l'Etat et une première mise en sourdine de l'exercice « collectif » du pouvoir suprême, mais là encore il n'y a pas d'instance chargée de la réforme du système politique.

Dans leurs pronostics, certains experts ou bien reprennent le refrain du « Nouvel autoritarisme » ou bien prônent « un gouvernement constitutionnel confucéen » ; nombre d'intellectuels, prenant leurs désirs pour la réalité, estiment qu'un « plan au sommet » bien mené et mettant en route de haut en bas un nouveau cycle de réformes économiques rendrait alors possible « une réforme politique s'imposant en dépit de tout ». Mais une réforme économique ne garantit pas une réforme politique, comme l'a dit Deng Xiaoping : « sans réforme du système politique, à elle seule la réforme du système économique n'aboutit pas ».

A présent, les problèmes et la capacité mobilisatrice du Parti communiste ne sont en rien comparables à ce qu'ils étaient en 1978 : il est impossible de démanteler les groupes d'intérêts et d'argent ; depuis longtemps, il n'y a pas non plus de consensus sur les réformes entre les dirigeants et l'ensemble de la société et il n'y a ni confiance, ni coopération, entre les agents du système et les autres. Si on promet des jours meilleurs au public sans être à même d'honorer cette promesse, la perte de confiance ne fera que s'aggraver.

Si les « Directives » étaient apparues il y a dix ans, même si l'ordonnance n'aurait pas suffi, cela aurait quand même été une prescription sérieuse. Avec le temps la situation a changé, et on a raté le bon moment pour ce traitement. C'est comme dans le cas d'un cancer : une fois qu'il y a des métastases, une intervention chirurgicale (la réforme politique) n'est pas supportable, et on n'ose pas essayer une lourde chimiothérapie (par exemple, demander aux fonctionnaires de dévoiler leur fortune) ; alors on peut seulement utiliser les « traitements de

⁷国家安全委员会 中央深化改革领导小组.

conservation » chers à la médecine traditionnelle chinoise : fondamentalement, centraliser le pouvoir et renforcer sa position à la tête de l'Etat : corrélativement, assurer la croissance économique pour préserver la légitimité. Eh bien c'est là une contradiction : libéraliser l'économie en vue de préserver la légitimité va nécessairement élargir la démocratie économique et par là accroître les revendications pour la démocratie politique et culturelle. A l'avenir, il n'y aura pas moyen d'esquiver des changements politiques.

Le grand handicap du Parti au pouvoir c'est d'être obnubilé par son propre intérêt. Ce Parti au pouvoir a perdu depuis longtemps toute aptitude à la compétition ; alors, qu'il s'agisse de réformes ou non, la seule chose qui compte c'est que le Parti communiste reste indéfiniment au pouvoir. On ne se résout à rien ; ce Parti qui n'existe que pour lui-même et qui prend des mesures drastiques pour que tout soit au service de ses intérêts, peut difficilement arriver à ses fins.

Le Rêve chinois : une théorie du pouvoir qui ne porte guère à la confiance en soi

La confusion idéologique et les hésitations sur la méthode sont le grand cauchemar de la propagande politique. Le « Rêve chinois » élaboré à grande peine par les médias du Parti est comme le spectacle de Pékin par une nuit brumeuse : joli à voir, confus et toxique. Non seulement cette stratégie de propagande politique qui prône un pays de Cocagne dépasse l'imagination, elle est aussi stupide car au fond elle met en route une campagne contre la théorie d'un gouvernement constitutionnel et ainsi fait tout son possible pour démentir un vieux rêve du Parti.

En effet, à partir des années 1940, le Parti communiste chinois a sans cesse dans sa propagande fait l'éloge du gouvernement constitutionnel ainsi que des valeurs universelles et prôné « la démocratisation politique, l'armée aux ordres de l'Etat⁸ » et du coup dans sa lutte contre le Parti nationaliste, il avait gagné le soutien de la jeunesse, des intellectuels et des partis démocratiques. Et depuis 1949, même si dans la pratique le Parti communiste a laissé tomber le gouvernement constitutionnel, au plan de la théorie il ne l'a jamais renié.

Depuis le début de 2013, quand le message de Nouvel An du *Nanfang Zhoumo*, « Rêve chinois, rêve d'un gouvernement constitutionnel » a déclenché toute une controverse, jusqu'en mai avec « L'offensive contre le gouvernement constitutionnel », l'affrontement idéologique entre le pouvoir et la société s'est poursuivi pendant plusieurs mois ; l'Internet y est allé de plus belle et un bon nombre d'experts de renom sont entrés en lice. Utilisés par le pouvoir les « théoriciens », intrépides dans leur ignorance, se ridiculisèrent en critiquant le « gouvernement constitutionnel » et « l'armée aux ordres du pays » et ne pouvaient que s'en prendre à eux-mêmes quand ils en arrivèrent à s'attaquer à l'histoire du Parti communiste chinois.

En fait, tout ce débat a disséminé toute une information au sujet du « gouvernement constitutionnel » et ainsi bon nombre de gens ordinaires qui n'étaient pas au courant de ce qu'est un régime constitutionnel en sont devenus de véritables fans. En posant comme étant « sûr de soi à trois comptes » (la ligne générale, la théorie, le système) et à toujours renier

⁸ 军队国家化 : une armée qui ne soit pas aux ordres d'un Parti politique ou d'individus. L'armée est là pour protéger le pays et servir la population.

l'histoire tout en s'opposant au « nihilisme historique », la théorie du Pouvoir est déjà devenue injustifiable.

Face au sentiment populaire répercuté sur un Net pluridimensionnel, les autorités accoutumées à utiliser leurs méthodes désuètes dans la gestion de médias unidimensionnels, s'égarèrent à penser qu'elles peuvent encore garder le monopole des informations. Nous avons alors cette succession de manœuvres pour museler l'opinion : « les 7 sujets interdits », « la décision de la Cour suprême et du Parquet », « les 7 fondamentaux », « la campagne pour le nettoyage du Net ».⁹

Quand la critique est réduite au silence, il faut s'attendre à davantage de manifestations dans la rue. Le plus grand danger pour un régime n'est pas d'affronter trop de critiques de la part du public, mais bien au contraire une population qui se tait. Quand cette valve de sûreté de la société qu'est le Net ne peut pas convenablement remplir son rôle, les énergies accumulées risquent d'exploser dans le désordre, précipitant ainsi l'avènement d'une crise.

Le refus d'une réforme politique : le système de l'Etat-parti aura du mal à se maintenir

En 2012 avec l'affaire Bo Xilai, j'ai publié cet avertissement dans le *Ming Pao Monthly* : « l'utilisation à des fins personnelles des organes publics, un Parti en guerre contre ceux qui ne sont pas de son avis, le favoritisme dans les nominations, des transactions illicites – ce genre de gouvernance ne peut pas se perpétuer ; en même temps, personne n'est vraiment en sécurité. » Cette année après le second jugement de Bo Xilai, je répète : tant que la lutte contre la corruption n'est pas institutionnalisée, cette lutte sera instrumentalisée par les conflits de pouvoir. Le règlement d'une affaire ne mettra pas fin à ces conflits : ce sera le point de départ pour une nouvelle série d'empoignades.

Ensuite, avec la purge de la « Clique du pétrole », la mise a monté peu à peu et on passe outre à ce qui se colportait un peu partout : l'existence d'une règle confidentielle qui garantissait l'immunité aux membres du Comité permanent.¹⁰ Puis, tout récemment quand éclata en Corée du Nord l'affaire Jang Song-taek, les dirigeants chinois avaient bien de quoi compatir : le verdict de la cour Nord-coréenne au sujet de Jang Song-taek était de la même encre que les documents du Parti contre Gao Gang, Peng Dehuai, Liu Shaoqi et Lin Biao à l'époque de Mao. Ce qui donne à penser que du coup cela a comme jeté un froid sur les pompeuses célébrations prévues pour l'anniversaire de la naissance de Mao.

En juin 2013, j'ai organisé un vote sur Internet : « Quel serait l'avenir de la Chine si on désavouait Mao Zedong ? », où il fallait choisir l'une de deux propositions : « Si on désavoue Mao Zedong, toute la Chine sombrera dans le chaos. » ou « Si on désavoue Mao

⁹ « Les 7 interdits » 七个不讲 : il ne faut pas parler des valeurs universelles ; de la liberté de la presse ; de la société civile ; des droits des citoyens ; des erreurs historiques du Parti communiste chinois ; de la classe capitaliste des hauts personnages ; de l'indépendance de la justice.

La Cour populaire suprême et le Parquet populaire suprême ont, le 9 septembre 2013, défini les degrés de criminalité encourus par ceux qui, s'attaquant à la corruption, falsifient les faits ou calomnient les personnes sur l'Internet.

« Les 7 fondamentaux » 七条底线 (septembre 2013): les responsables des réseaux Internet doivent respecter les 7 points suivants : les lois en vigueur, le système socialiste, les intérêts du pays, les droits légaux des citoyens, l'ordre public, la moralité, la véracité des informations.

¹⁰ La mise au pas de la Clique du Pétrole (août-septembre 2013) a mis en examen même Jiang Jiemin 蒋洁敏, président du Comité des ressources nationales au Conseil d'Etat.

Zedong, l'avenir de la Chine en sera encore plus glorieux. » Jusqu'au 10 octobre, sur une durée donc de quatre mois, 18 560 internautes ont voté. Parmi eux, 3 708 (20 pour cents) ont choisi la première proposition et 14 852 (80 pour cent), la seconde. Après l'affichage des résultats, le sujet fut aussitôt censuré, mais le pour et le contre sautait aux yeux.

Au vu de l'histoire mondiale comme de l'histoire chinoise, en tant que responsable de la Grande famine et du désastre de la Révolution culturelle, Mao Zedong est un sérieux handicap pour le parti au pouvoir. Mais, comme le craint le Parti communiste chinois, si on laisse de côté Mao Zedong, le système de l'Etat-parti risque de perdre sa légitimité.

Pourquoi le genre de luttes de pouvoir dégénérant en « combats ignobles et en attaques impitoyables » ne se produisent pas dans les régimes constitutionnels contemporains, mais bien dans les régimes totalitaires établis par Staline, Mao Zedong et la famille des Kim ? L'histoire et la réalité présente invitent le public à réfléchir sur l'affirmation « il n'y a pas de contradiction entre les 30 années d'avant et d'après 1979 » Le système stalinien n'a pas duré, et il faut bien faire le bilan des crimes de Mao Zedong.

L'avenir : des évènements soudains ébranlant le système ?

L'année 2014 marque le 120^e anniversaire de la guerre sino-coréenne de 1894. Les changements sur la péninsule coréenne ont toujours eu beaucoup d'influence sur le cours de l'histoire chinoise et la défaite chinoise en 1894 a alors précipité la chute de la dynastie Qing. De nos jours, depuis la scission entre le Continent et Taiwan et celle entre Séoul et Pyongyang après la guerre de Corée, la Chine et la Corée ont en commun d'avoir, l'une et l'autre, deux types de régime très contrastés....

En refusant la réforme politique, le système de l'Etat-parti ne fait que rebattre les cartes au plan politique et au plan économique de reblanchir de l'argent. L'avenir est très indéterminé. Dans les années à venir, il faut compter avec les conflits sociaux et les désastres dus à la nature ou à l'homme sur le Continent, ainsi qu'avec la bataille pour le suffrage universel à Hong Kong, avec des évènements soudains dans la péninsule coréenne, avec les conflits dans les eaux territoriales, etc. : tout cela peut un jour constituer un raz de marée venant battre contre le système et suscitant une nouvelle situation inattendue.

@ @ @